# Revue de presse
## Articles publiés entre le 03 février et le07 février 2014

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Interview JC de l'Estrac : « Une fabuleuse aventure créative »2**
**Pêche.....7**
**Santé.....14**
**Economie.....23**
**Réchauffement climatique.....24**
**Energie renouvelable.....27**
**Développement durable.....28**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

## .....Interview

## Lexpress dimanche du 2 Février 2014

# Jean Claude de l'Estrac - Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) : « La presse me manque... »

**02/02/2014** Par Fabrice Acquilina



Télévision régionale, accès aérien, élections malgaches : à bientôt mi-mandat, « Monsieur Indianocéanie » dresse un premier bilan d'étape. Jusqu'à ce que des sodomites s'invitent dans la discussion...

**Déjà 18 mois de petits fours et de flâneries interîles. Vous l'aimez cette nouvelle vie ?**
Oui, car elle me permet de créer. J'ai une réputation de gestionnaire, en réalité, je suis un créatif.

**La diplomatie, c'est votre truc finalement ?**
Ce n'est pas le rôle diplomatique qui m'intéresse le plus, mais le fait de remettre sur la carte du monde l'Indianocéanie, une région qui aspire à devenir le nouveau coeur du monde afro-asiatique.

**Les grands mots, tout de suite...**
Ce ne sont pas que des mots, il s'agit d'une réalisation concrète ! La Commission de l'océan Indien (COI) est en passe de faire émerger la région Indianocéanie à un moment crucial de l'histoire géopolitique de la mer des Indes. Je vis une fabuleuse aventure créative.

**Comment transforme-t-on des bureaucrates en créatifs ?**
En repensant la stratégie, les méthodes et les outils de travail. À mon arrivée, j'ai trouvé une COI qui avait besoin d'être secouée, modernisée, professionnalisée. Cette transformation – non achevée – a occupé la première année de mon mandat.

**Vous avez dépoussiéré le mammouth ?**
Il n'y avait rien où aurait pu reposer la poussière ! J'ai créé une nouvelle organisation, je crois que personne ne le conteste. Cette impulsion a permis de lancer une nouvelle génération de projets. Clairement, la COI a changé d'époque.

**Vos prédécesseurs ont dormi, vous avez bâti, c'est ça ?**
Absolument pas. Chaque secrétaire général a ses priorités. Calixte d'Offay, mon prédécesseur immédiat, a travaillé sur des questions de fond qui ont toujours été placées très haut dans l'agenda de la COI... (on coupe)

**Dites donc, vous avez fait de sacrés progrès en langue de bois…**
En quoi est-ce de la langue de bois ? Peut-être avez-vous un problème de surdité... Calixte d'Offay était très actif sur plusieurs fronts – notamment sur les questions d'environnement. Un chiffre qui vient d'être publié le démontre : la COI a obtenu la meilleure performance de la région AFOA-OI (Afrique orientale et australe et océan Indien) en matière d'utilisation des fonds européens. Cette performance est à mettre, aussi, au crédit de M. d'Offay. Moi, j'ai fait de la connectivité ma priorité. Nous ne serons jamais une région si nous n'arrivons pas à mieux nous connecter, c'est l'idée de départ. Cette connectivité, je la décline en quatre pôles : aérien, maritime, Internet et audiovisuel.

**Vous parlez très peu du dernier…**
Le projet de télévision régionale avance bien, nous étudions plusieurs options. On se dirige peut-être vers une formule à la TV5 Monde, avec un vrai projet éditorial régional. Le rapport de faisabilité demandé par nos États sera prêt au mois de mars et présenté à la prochaine réunion du conseil des ministres de la COI.

**Que vous inspire l'annonce du gouvernement mauricien d'autoriser des chaînes de télévision privées, à condition qu'elles ne diffusent pas d'information ?**
(Il balaie la question d'un revers de main) Cela ne peut pas se faire. Il n'y a pas de télé privée sans recettes publicitaires. Or pour générer des recettes, il faut de l'audience, et pour faire de l'audience, il faut de l'info.

**Votre priorité, ce sont les ailes de l'Indianocéanie. L'aérien, dites-vous, est le problème numéro un…**
Le transport aérien est un enjeu majeur car il est synonyme de croissance, de tourisme et d'emplois. Or dans notre région, les vols sont rares, chers et toutes les compagnies aériennes nationales perdent de l'argent. Ce constat, tous les acteurs le font. Le statu quo n'est donc pas une option.

**À partir de là, que proposez-vous ?**

La fusion des quatre compagnies de la région – toutes déficitaires – permettrait de mutualiser leurs ressources. C'est, à mon sens, l'option la plus pertinente… mais c'est celle qui ne se fera pas. Les États préfèrent chercher chacun des partenaires. Pourtant, nos économies et nos peuples auraient tout à gagner à trouver un nouveau modèle. Un modèle basé sur la concertation et l'intérêt collectif, et non pas sur des stratégies corporatistes à court terme.

**Le chairman d'Air Mauritius, Dass Thomas, ne veut pas entendre parler de régionalisation. De quoi ce « non » est-il le nom ?**
D'abord, d'un dysfonctionnement. M. Thomas peut parler au nom d'Air Mauritius, mais il ne devrait pas le faire au nom de Mauritius. Dans nos États, les opérateurs se comportent en régulateurs, premier point. Le second : le rôle légitime de M. Thomas est de défendre les intérêts de sa société, ceux des employés et des actionnaires. Il se trouve que ces intérêts peuvent être en contradiction avec ceux du pays et de la région. Un exemple : abandonner des routes en Europe, c'est bon pour Air Mauritius qui fait des économies, mais c'est mauvais pour le pays qui perd des touristes.

**Conclusion : quand le transporteur national gagne, le pays perd ?**
Cela arrive. Voilà pourquoi je dis qu'Air Mauritius et Mauritius ont parfois des intérêts contradictoires, il faut commencer par l'admettre, puis chercher le modèle gagnant- gagnant.

**Rama Sithanen, l'un de vos alliés sur ce dossier, estime que « la politique, l'orgueil et de médiocres jalousies l'emportent sur l'économie et le bon sens commercial ». Partagez-vous ce point de vue ?**
Totalement. Sauf que je le dis différemment. Rama Sithanen peut se le permettre, il n'est pas diplomate.

**Vous non plus…**
(Il se gratte la moustache)

**À votre prise de fonction, n'annonciez-vous pas un Général ?**
(Sourire) Maréchal serait plus approprié aujourd'hui. Au début, j'étais un Général sans armée. J'ai désormais des troupes motivées et concentrées sur les victoires et les conquêtes.

**Vous vous prenez pour le Napoléon de l'Indianocéanie ?**
Oh que non ! Si vous voulez absolument un nom, par l'ambition et la passion, je me vois bien en Jean Monnet (NdlR, l'un des principaux « pères de l'Union européenne ») de l'Union indianocéanienne.

**Jean Monnet était à Antananarivo il y a huit jours pour l'investiture du nouveau président malgache. Cette élection marque-t-elle la fin de la crise ?**

Plus que ça, elle marque la fin d'une époque. Jamais, à Madagascar, une commission électorale nationale et indépendante n'avait géré une élection. C'est un pas de géant sur le plan du retour à l'ordre institutionnel. Les perdants ont finalement accepté le verdict des urnes, ça aussi c'est du jamais vu ! C'est un nouveau départ, une renaissance.

**Certains observateurs sont moins optimistes…**
On ne peut pas empêcher ceux qui ne savent pas de parler.

**Pour Solofo Randrianja, enseignant-chercheur à l'université de Toamasina, « ces élections ont été organisées à la va-vite dans un contexte qui n'est pas apaisé, tous les ingrédients de la crise sont encore là »…**
Je ne dis pas qu'il n'y aura plus de crise, il y en a partout, y compris dans les démocraties matures ; la question est de savoir comment les gérer. Jusqu'ici, Madagascar en était incapable. L'élection présidentielle a posé les bases d'un nouvel État de droit qui permettra de gérer les conflits.

**Prochaines étapes ?**
Le renforcement des institutions démocratiques malgaches et le retour des bailleurs de fonds. Le pays a besoin d'un soutien financier, certes, mais aussi de retrouver sa souveraineté.
J'espère que la communauté internationale saura se faire plus discrète maintenant. L'heure est venue de laisser les Malgaches gérer euxmêmes leurs affaires.

**On sait peu de choses sur le nouveau président. Qui est Hery Rajaonarimampianina ?**
C'est un technocrate, un gestionnaire averti, un grand partisan de la coopération régionale, cet homme n'est pas un politicien classique.

**Un comptable formé au Québec, poète à ses heures…**
À la base, il n'avait aucune ambition politique, on a été le chercher pour gérer les finances du pays. Il s'en est bien sorti, l'effondrement annoncé de la monnaie n'a pas eu lieu. En 2013, Madagascar a même connu 3 % de croissance, ce qui n'est pas rien compte tenu de l'ampleur de la crise. Maintenant, le gestionnaire va devoir devenir un homme politique.

**Est-il l'homme de la situation, selon vous ?**
(Il ouvre grand les bras) Il n'est pas le seul, mais il a l'avantage d'avoir géré l'économie malgache dans une période difficile. Il a une bonne réputation auprès de la communauté internationale, qui voit en lui un homme compétent et rigoureux. Il incarne également l'ouverture, il l'a démontré lors de son discours d'investiture.

**Un discours en partie plagié à Sarkozy, qui reprend mot pour mot un passage de la campagne de 2007 de l'ancien président français…**

Le passage en question est l'oeuvre d'un speechwriter paresseux. Je ne retiens pas les mots mais les idées. Le nouveau président a tendu la main à ses adversaires politiques et il a marqué son indépendance vis-à-vis de son « parrain », l'ancien président Rajoelina.

**Ses détracteurs le voient justement comme un homme du « système Rajoelina », l'accusant de liens avec des trafics perpétrés par des proches de l'ancien président…**
Je ne suis ni enquêteur ni juge. M. Rajaonarimampianina a déclaré haut et fort qu'il fera de la lutte contre la corruption sa priorité absolue. Et je n'ai pas entendu dans son cas de critiques d'enrichissement personnel.

**D'un président à l'autre, François Hollande a-t-il confirmé sa présence au sommet de la COI, en juillet ?**
Oui.

**Et Julie Gayet, vous avez des nouvelles ?**
Cette dame n'est pas dans mon carnet d'adresses.

**La location du scooter, l'hébergement des paparazzis, tout ça, qui s'en occupe ?**
(Il fait mine de ne pas comprendre) C'est le pays hôte, le gouvernement comorien, qui a la responsabilité de l'organisation.

**M. Hollande savait-il, quand il a confirmé sa venue, que le sommet se tiendrait aux Comores ?**
Non, le choix n'avait pas encore été fait.

**En parlant de choix, estce que la presse écrite vous manque ?**
(Longue réflexion) Oui. Elle me manque et me déçoit. Je suis atterré par la faiblesse d'analyse. Trop de journaux cherchent des sodomites dans les poubelles. Le monde a changé, l'évolution technologique et la multiplication des sources d'information instantanée imposent à la presse écrite de se repositionner. Aujourd'hui, on n'achète plus un journal pour s'informer mais pour comprendre. Ceux qui continuent de penser qu'un journal vend de l'information se trompent d'époque.

**Quel devrait être le rôle d'un journal de 2014, selon vous ?**
Faire le tri dans le tropplein d'infos, hiérarchiser. Décoder, expliquer, donner du sens à l'information. Seuls survivront les journaux qui sauront le faire. L'info brute, tout le monde la connaît, elle tourne en boucle partout. On l'a reçue sur notre smartphone, lue sur Internet ou entendue à la radio. Pourquoi voulez-vous que le lendemain, un lecteur achète un journal qui lui raconte ce qu'il sait déjà ?

**Vos autres anciennes vies, la politique et l'écriture, sont-elles en sommeil ?**

Je suis insomniaque, ni l'écrivain, ni le politicien ne sont en sommeil. Des choses sommeillent en moi, c'est différent...

***« Aujourd'hui, on n'achète plus un journal pour s'informer mais pour comprendre. Ceux qui continuent de penser qu'un journal vend de l'information se trompent d'époque. »***

***« Je suis insomniaque, ni l'écrivain, ni le politicien ne sont en sommeil. Des choses sommeillent en moi, c'est différent... »***

http://www.lexpress.mu/article/jean-claude-de-lestrac-secretaire-general-de-la-commission-de-locean-indien-coi-la-presse-me

## Pêche

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

### Pêche illégale en Indianocéanie : Les pays de la région intensifient la lutte

06 February 2014



Au niveau international, la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) représente annuellement des pertes allant de 10 à 23 milliards de dollars.
Ce constat interpelle d'autant que le commerce des captures illégales de poissons tourne entre 11 et 25 millions de tonnes, soit quelque 20 % des ressources mondiales. Depuis 2007, la Commission de l'océan Indien (COI) a effectué au moins 38 patrouilles régionales et a contrôlé plus de 400 bateaux dans la zone exclusive économique de l'océan Indien. Pour accentuer davantage les efforts, des hauts responsables de la surveillance des pêches des Comores, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, de la Tanzanie et des Seychelles se sont réunis à Maurice pour discuter de leurs priorités communes au sujet de la lutte contre la pêche illégale. Cette rencontre régionale, qui bénéficie du soutien financier de l'Union européenne, est organisée par le programme "SmartFish" de la Commission de l'océan Indien.

Selon Léon Martial Razaka, chargé de mission, responsable du volet « croissance régionale bleue et verte » auprès de la COI, au cours des dernières années, la pêche illégale, non déclarée et non réglementée est devenue un des dossiers internationaux prioritaires des décideurs responsables de la pêche. Il insiste aussi sur le fait que les pouvoirs publics du monde entier ont intérêt à intensifier leurs efforts pour combattre cette pratique et à accorder leurs violons sur leurs techniques de surveillance et de contrôle.

**Programme 'smartFish'**

D'autre part, au-delà de cet atelier régional sur la pêche illégale, Cécile Tassin-Pelzer, Chef de section en charge de la Coopération régionale de la délégation de l'Union européenne à Maurice, salue également les activités réalisées dans le cadre du programme "SmartFish" depuis février 2011 dans la région de l'Afrique orientale et australe. D'ailleurs, tout en rappelant que la phase actuelle du programme "SmartFish" s'achève cette année, elle annonçait que l'Union européenne continuerait à soutenir la région en approuvant une seconde phase du programme "SmartFish" pour une période supplémentaire de 3 ans et demi. Un budget de 16 millions d'euros a été approuvé dans ce sens et vient ainsi s'ajouter aux 21 millions d'euros de la première phase.

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-actualites/item/47074-peche-illegale-en-indianoceanie-les-pays-de-la-region-intensifient-la-lutte.html

# La pêche illégale traquée dans l'Océan Indien

5 février 2014



**Réunis à Maurice depuis la semaine dernière, des hauts responsables de pêche issus de 6 pays de la région Océan Indien se sont efforcés de définir des priorités communes en matière de lutte contre la pêche illégale.**

Organisé par le programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien, un atelier régional se tient à Maurice depuis la semaine passée avec la participation des hauts responsables de la surveillance des pêches venus des Comores, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, de la Tanzanie et des Seychelles.

D'après un communiqué délivré à la presse, ils ont mis l'accent sur la nécessité d'élaborer un plan de lutte harmonisé contre la pêche illégale dans les espaces maritimes de leurs pays respectifs. Pour cela, il s'avère nécessaire de définir des priorités communes et d'analyser ensemble les menaces qui pèsent sur chaque pays. L'objectif est de mettre en place des outils de planification durables et applicables pour les prochaines années.

*« Cette réflexion nous permet de savoir exactement où les ressources sont les plus demandées »,* explique Mauree Daroomalingum, Directeur de la pêche de la République de Maurice.

Au cours de cet atelier, financé par l'Union européenne, les participants ont évoqué des pertes considérables liées au phénomène de pêche illégale, non déclarée et non règlementée (INN). A l'échelle mondiale, ce fléau est à l'origine d'un manque-à-gagner de 10 à 23 milliards de dollars chaque année, avec 11 à 25 millions de tonnes de poissons capturés illégalement, ce qui représente approximativement 20% des ressources halieutiques mondiales.

La pêche INN est montrée du doigt comme responsable de l'épuisement des stocks et anéantit les efforts déployés pour garantir « la pérennité et le renouvellement » des ressources marines.

Partant de ce constat inquiétant, la COI a intensifié depuis 2007 ses activités de surveillance maritime, en programmant près de 38 patrouilles régionales et en contrôlant plus de 400 bateaux dans la zone exclusive économique de l'océan Indien.

« *Ces dernières années, la pêche INN est devenue un des dossiers internationaux prioritaires des décideurs responsables de la pêche* » affirme Léon Martial Razaka, Chargé de mission, responsable du volet « *croissance régionale bleue et verte* » auprès de la Commission de l'océan Indien. « *Les pouvoirs publics du monde entier ont intérêt à intensifier leurs efforts pour la combattre, à harmoniser autant que possible leurs techniques de surveillance et de contrôle* » conclut-il

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/609555-La-peche-illegale-traquee-dans-l-Ocean-Indien

Zinfos974.com
le journal qui ozé

## Lutte contre la pêche illégale : Atelier régional de la COI à l'île Maurice

6 Février 2014

**Les hauts-responsables de la surveillance des pêches des pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) sont réunis depuis la semaine dernière à l'île Maurice, en compagnie de leurs collègues tanzaniens et kényans, pour débattre de leurs priorités communes en matière de lutte contre la pêche illégale. Cet atelier s'est déroulé dans le cadre du programme Smartfish, financé par l'Union européenne. Voici le communiqué de la COI :**



"Au cours de cet atelier, chaque pays doit analyser les menaces le concernant en termes de pêche illégale. Cet exercice d'évaluation des plans nationaux permettra de générer les outils de planification nécessaires pour les années à venir.
*"Cette réflexion nous permet de savoir exactement où les ressources sont les plus demandées"* explique Mauree Daroomalingum, directeur de la pêche de la République de Maurice
Au niveau mondial, la pêche illégale, non déclarée et non règlementée (INN) représente près de 10 à 23 milliards de dollars de pertes chaque année. Le commerce de poisson des captures illégales est estimé entre 11 et 25 millions de tonnes, ce qui pourrait représenter 20% des ressources mondiales.
La pêche INN épuise les stocks et sape les efforts déployés pour assurer leur pérennité et leur renouvellement. C'est pourquoi, depuis 2007, la COI a mené près de 38 patrouilles régionales et contrôlé plus de 400 bateaux dans la zone exclusive économique de l'Océan Indien.
*"Ces dernières années, la pêche INN est devenue un des dossiers internationaux prioritaires des décideurs responsables de la pêche"* affirme Léon Martial Razaka, chargé de mission, responsable du volet "croissance régionale bleue et verte" auprès de la Commission de l'Océan Indien. *"Les pouvoirs publics du monde entier ont intérêt à intensifier leurs efforts pour la combattre, à harmoniser autant que possible leurs techniques de surveillance et de contrôle"* conclut-il.
Durant les deux dernières années, le programme SmartFish a mené des actions de plaidoyer auprès des cadres gestionnaires des pays du lac Victoria et de l'océan Indien. Il a également dispensé des formations pour les inspecteurs de pêche et a octroyé une subvention de plus d'un million d'euro."

http://www.zinfos974.com/Lutte-contre-la-peche-illegale-Atelier-regional-de-la-COI-a-l-ile-Maurice_a67854.html

Du vendredi 24 au jeudi 30 janvier 2014 • N° 0467 | PAGE 19
DÉVELOPPEMENT DURABLE l'hebdo DE MADAGASCAR

ÉVÉNEMENT

# Madagascar présent au SmartFish Trade Event 2014

Farah Randrianasolo

Vers l'amélioration de la qualité des ressources halieutiques. Madagascar a saisi de nouvelles opportunités grâce à sa participation au SmartFish Event 2014 qui s'est tenu à Entebbe, en Ouganda, les 23 et 24 janvier. La foire régionale s'est tenue pour la première fois à Lusaka en Zambie et cette année, une centaine de panélistes issus de pays sélectionnés tels que le Burundi, le Kenya, la République démocratique du Congo, Madagascar, Maurice, le Malawi, le Rwanda, le Tanzanie se sont réunis pour discuter de l'avenir des produits halieutiques dans la région de l'Afrique orientale, australe et de l'océan Indien.

Selon le programme SmartFish, les produits de la pêche ne répondent pas à la demande régionale qui ne cesse de croître. *"Nous connaissons très bien l'enjeu de la pêche à Madagascar et à l'étranger. L'affluence des citadins qui viennent à Analavory ou Ampefy pour s'enquérir des produits d'eau douce démontre que les ménages malgaches choisissent maintenant les poissons comme plat de résistance principal à la place de la viande de porc et du poulet. Les parents racontent qu'ils ont peur de la cysticercose, du ténia et préfèrent consommer de la viande blanche pour la santé de leurs familles"*, témoigne André Rakotondrasoa, pêcheur dans l'Itasy.


Les produits halieutiques malgaches prisés de divers clients

Madagascar peut être fier de ces produits halieutiques tels que les poissons de fond, le thon, les crevettes, les crabes, les langoustes, les écrevisses, la carpe, le tilapia, mais à cause de plusieurs facteurs, leur nombre diminue.

Le programme SmartFish tient compte des mauvaises pratiques de manipulation du poisson qui persistent à l'échelle régionale, du manque de respect des règles et procédures commerciales normalisées entre les pays, et de l'appauvrissement des stocks de poissons provenant de la pêche qui affecte la dynamique d'approvisionnement régionale. Voilà pourquoi, cette rencontre régionale s'est tenue.

## OPPORTUNITÉS

Dans son ensemble, SmartFish Trade Event se veut être une plateforme qui promeut l'exigence de qualité du poisson et des produits halieutiques pour le commerce régional, qui fournit un forum de réseautage pour les acheteurs et les vendeurs de la région, qui favorise l'échange de bonnes pratiques d'un pays à l'autre, et qui encourage la création de la valeur ajoutée et le développement de nouveaux produits.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

# La pisciculture assurera près des deux tiers de la production mondiale de poisson d'ici 2030

## Un nouveau rapport conjoint Banque mondiale-FAO-IFPRI analyse les perspectives des pêches et de l'aquaculture


Un étal de poissons à Rome, Italie

**5 février 2014, Washington/Rome -** L'aquaculture (ou pisciculture) assurera près des deux tiers de la production mondiale de poisson destiné à l'alimentation d'ici 2030, compte tenu de la stabilisation des prises de poissons sauvages et de la demande croissante d'une classe moyenne émergente à l'échelle mondiale, et plus particulièrement en Chine.

Ces projections font partie des principales conclusions du rapport *Fish to 2030: Prospects for*

*Fisheries and Aquaculture*, établi en collaboration entre la Banque mondiale, la FAO et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). L'étude, publiée aujourd'hui, souligne l'ampleur des flux commerciaux de produits de la pêche des pays en développement vers les pays développés.

Selon la FAO, actuellement 38 pour cent de tout le poisson produit fait l'objet d'échanges internationaux, et plus des deux tiers en valeur des exportations de produits halieutiques des pays en développement sont destinées aux pays développés. D'après le rapport, la Chine occupe une place primordiale et croissante avec 38 pour cent de la consommation mondiale de poisson projetée en 2030. Comme de nombreuses autres nations, elle renforce ses investissements dans l'aquaculture pour satisfaire cette demande en pleine expansion.

L'Asie - en particulier l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, la Chine et le Japon - devrait représenter 70 pour cent de la consommation mondiale de poisson d'ici 2030. L'Afrique subsaharienne, en revanche, devrait voir sa consommation de poisson par habitant fléchir d'un pour cent par an de 2010 à 2030 mais, compte tenu de la croissance démographique rapide de 2,3 pour cent durant la même période, la consommation totale de poisson de la région progressera de 30 pour cent.

D'après le rapport, l'aquaculture assurera 62 pour cent de la production de poisson destiné à la consommation d'ici 2030 avec, en tête, le tilapia, la carpe et le poisson-chat. La production mondiale de tilapia devrait pratiquement doubler, passant de 4,3 à 7,3 millions de tonnes annuelles de 2010 à 2030.

"Le dynamisme de l'aquaculture a fait de ce secteur un modèle à suivre - et, dans un même temps, incarne son aspect le plus stimulant en termes de perspectives futures de transformation et d'évolution technologique", a indiqué l'un des auteurs du rapport, Siwa Msangi de l'IFPRI. "En comparant ce rapport à une étude analogue réalisée en 2003, nous constatons que la croissance de la production aquicole a été plus importante que prévu".

Le Directeur de l'agriculture et des services environnementaux de la Banque mondiale, Juergen Voegele, a indiqué que le rapport offre des informations essentielles aux pays en développement intéressés à dynamiser leur économie par la production durable de poisson, tout en précisant qu'une gestion durable de la ressource nécessite des politiques élaborées avec soin.

"Un approvisionnement durable en poisson - qui consiste à produire sans appauvrir la base de ressources naturelles et sans porter atteinte au précieux environnement aquatique - est un enjeu colossal", a-t-il souligné. "Nous continuons à assister à une exploitation excessive et irresponsable des pêches de capture, tandis que la production aquicole est lourdement affectée par des problèmes comme les flambées de maladies. Si les pays parviennent à optimiser leur gestion de la ressource, ils seront les premiers à tirer parti de l'évolution positive du contexte commercial".

Les pêches et l'aquaculture sont une source vitale d'emplois, d'aliments nutritifs et d'opportunités économiques, en particulier pour les petites communautés de pêcheurs. Celles-ci pourraient néanmoins pâtir des risques d'épidémie à grande échelle dans l'aquaculture et des impacts du changement climatique.

Árni M. Mathiesen, Sous-Directeur général de la FAO chargé du Département des pêches et

de l'aquaculture, a souligné que libérer le potentiel de l'aquaculture pourrait avoir des effets durables et positifs.

"Avec une population mondiale qui devrait atteindre les 9 milliards d'habitants d'ici 2050 - en particulier dans les régions souffrant de taux élevés d'insécurité alimentaire - l'aquaculture peut apporter une contribution significative à la sécurité alimentaire mondiale et à la croissance économique, à condition que son essor se fasse dans une optique éco-responsable", a-t-il affirmé.

http://www.fao.org/news/story/fr/item/213599/icode/

# Santé

réunion 1ère

## COI : le comité de pilotage du projet « Veille Sanitaire » lance la deuxième phase du programme

06/02/2014 Par Gilbert Hoair

Les épidémiologistes venus des Etats membres de la **Commission de l'Océan Indien** ont validé le programme pour la période 2014-2017 qui prend en compte les maladies d'origine animale dans le concept « une seule santé » prôné par l'OMS.



Le Comité de pilotage du projet, avec, au centre, le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac et la directrice de l'Agence française de développement pour Maurice et les Seychelles, Laurence Breton-Moyet

**Le communiqué de presse de la COI :**

A l'ouverture de la réunion, Laurence Breton-Moyet, Directrice de l'Agence Française de développement (**AFD**) pour Maurice et les Seychelles, le bailleur du projet, a confirmé son entière confiance en l'équipe de la COI. *« Les attentes sont certes importantes, mais je n'ai aucun doute sur la réussite de ce projet ».*

Cette confiance est le résultat du travail accompli par l'équipe du Dr Loïc Flachet depuis 2008 dans le projet RSIE, notamment avec la mise en

place d'un réseau régional performant de surveillance épidémiologique et la formation de plusieurs cohortes d'épidémiologistes issus des Etats membres.
La deuxième phase, financée à hauteur de 6 millions d'euros pour la période 2013-2017, explique le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, porte encore plus loin l'ambition des ministres de la Santé des pays de la COI.
l rappelle que l'impact économique et social des maladies infectieuses dans nos îles est énorme. *« Le **Chikungunya** a coûté à lui seul près d'un point de croissance à La Réunion en 2005-2006. »*
Le concept « *One health* », souligne le Secrétaire général, est très explicite : *« Environ 60% des maladies infectieuses chez l'homme sont zoonotiques et 75% des infections humaines émergeantes sont d'origine animale ».*
Jean Claude de l'Estrac annonce aussi, pour 2017, que « *le Secrétariat général de la COI sera doté d'un département de santé publique constitué d'experts et de techniciens régionaux, qui pourra mobiliser des fonds pour appuyer les autorités sanitaires en dehors d'une démarche strictement projet ».*
Le Dr Flachet a rappelé les principaux objectifs de la nouvelle phase. Il s'agit de poursuivre les actions de ces quatre dernières années et de renforcer les Réseau **SEGA** (Surveillance Epidémiologique et Gestion des Alertes) en poussant encore plus loin le partage d'informations et le niveau de réponse aux épidémies. Il annonce ainsi plusieurs projets pilote, à Madagascar avec la Croix Rouge et illustre l'avancée du réseau par l'utilisation, par le Dr Bibi, aux Seychelles, d'un système *« full web* » où tous les centres du pays sont équipés et connectés entre eux pour saisir et partager les donnéese surveillance.
La formation, permanente, d'épidémiologistes est aussi au cœur du processus de veille et la cohorte de neuf nouveaux stagiaires, en formation pour deux ans, permettra de renforcer la structure existante.
Enfin, rappelle Fatoumia Ali Bazi, Chargée de mission de la COI, il est crucial de travailler sur la visibilité du projet, notamment en mettant en avant le concept «*One health* ». Dans un deuxième temps, la question de la pérennisation du projet devra être abordée.
Les résultats obtenus ces dernières années permettent en effet à la région d'être particulièrement efficace et de maintenir un niveau de santé publique performant. La recherche de fonds s'avère donc cruciale, après 2017, pour continuer de former des médecins et d'améliorer encore, grâce à l'implication directe des pays membres, la santé publique de toute l'Indianocéanie.
A l'issue des deux jours de réunions, le programme d'activités du projet « Veille sanitaire » pour la période 2014-2015 ainsi que le budget, 1,8 M d'euros, ont été validés par le comité de pilotage.
e Secrétariat général de la COI proposera aux instances dirigeantes de la COI, début avril, une décision visant à renouveler l'engagement des Etats membres vis à vis de la veille sanitaire.

’autre part, Les projets pilotes à Madagascar avec la **PIROI** (Croix-Rouge française) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont également été validés par le comité de pilotage, de même que principe de la co-organisation du second forum de Veille sanitaire avec le Secrétariat de la communauté du Pacifique.
nfin, le représentant général de l'**OIE** (Organisation mondiale pour la santé animale) confirme sa présence aux futures réunions du comité de pilotage.
http://reunion.la1ere.fr/2014/02/06/coi-le-comite-de-pilotage-du-projet-veille-sanitaire-lance-la-deuxieme-phase-du-programme-qui-prend-en-compte-la-sante-humaine-et-la-sante-animale-des-pays-membres-115653.html

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

## Lancement de la 2ème phase du programme « Veille sanitaire » de la COI

5 février 2014

La COI et son projet « Veille Sanitaire » ont tenu une réunion de comité de pilotage, les 29 et 30 janvier, afin de lancer la deuxième phase du programme pour la période 2014-2017. Une quarantaine de participants, pour la plupart épidémiologistes venus des Etats membres, étaient présents pour valider le programme de ce projet dont l’originalité vient de la prise en compte des maladies d’origine animale dans le concept « Une seule santé » prôné par l’OMS.



Le Comité de pilotage du projet, constitué d’épidémiologistes des pays membres de la COI, avec, au centre, le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l’Estrac.

A l’ouverture de la réunion, Laurence Breton-Moyet, Directrice de l’Agence Française de développement (AFD) pour Maurice et les Seychelles, le bailleur du projet, a confirmé son entière confiance en l’équipe de la COI.

« Les attentes sont certes importantes, mais je n'ai aucun doute sur la réussite de ce projet ».

Cette confiance est le résultat du travail accompli par l'équipe du Dr Loïc Flachet depuis 2008 dans le projet RSIE, notamment avec la mise en place d'un réseau régional performant de surveillance épidémiologique et la formation de plusieurs cohortes d'épidémiologistes issus des Etats membres.

## Précédent du chikungunya

La deuxième phase, financée à hauteur de 6 millions d'euros pour la période 2013-2017, explique le Secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, porte encore plus loin l'ambition des ministres de la Santé des pays de la COI.

Il rappelle que l'impact économique et social des maladies infectieuses dans nos îles est énorme. « Le Chikungunya a coûté à lui seul près d'un point de croissance à La Réunion en 2005-2006. »

Le concept « One health », souligne le Secrétaire général, est très explicite : « Environ 60% des maladies infectieuses chez l'homme sont zoonotiques et 75% des infections humaines émergeantes sont d'origine animale ».

Jean Claude de l'Estrac annonce aussi, pour 2017, que « le Secrétariat général de la COI sera doté d'un département de santé publique constitué d'experts et de techniciens régionaux, qui pourra mobiliser des fonds pour appuyer les autorités sanitaires en dehors d'une démarche strictement projet ».

## Renforcement du réseau SEGA

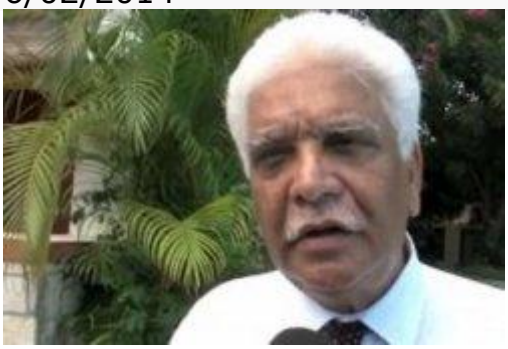
Le Dr Flachet a rappelé les principaux objectifs de la nouvelle phase. Il s'agit de poursuivre les actions de ces quatre dernières années et de renforcer les Réseau SEGA (Surveillance Epidémiologique et Gestion des Alertes) en poussant encore plus loin le partage d'informations et le niveau de réponse aux épidémies. Il annonce ainsi plusieurs projets pilote, à Madagascar avec la Croix Rouge et illustre l'avancée du réseau par l'utilisation, par le Dr Bibi, aux Seychelles, d'un système « full web » où tous les centres du pays sont équipés et connectés entre eux pour saisir et partager les données de surveillance.

A l'issue des deux jours de réunions, le programme d'activités du projet « Veille sanitaire » pour la période 2014-2015 ainsi que le budget, 1,8 million d'euros, ont été validés par le comité de pilotage.

http://www.temoignages.re/lancement-de-la-2eme-phase-du-programme-veille-sanitaire-de-la-coi,74210.html

# COI : 2e phase du projet "Veille sanitaire"

6/02/2014



**Une réunion pour le lancement de la 2è phase du projet « Veille sanitaire » de la COI s'est tenue dernièrement à Maurice. Le programme s'articule pour la période de 2014-2017 autour des maladies d'origine animale.**

Le projet « Veille Sanitaire » de la Commission de l'Océan Indien entame sa seconde phase. Pour les 4 prochaines années, les efforts se concentreront principalement sur les meilleures réponses à apporter face aux risques de maladies infectieuses d'origine animale dont les impacts socio-économiques sont énormes pour chacun des pays de la région, indique la COI sur son site.

« *Le Chikungunya a coûté à lui seul près d'un point de croissance à La Réunion en 2005-2006* » a cité à titre d'exemple le Secrétaire général de la COI Jean Claude de l'Estrac au cours d'une réunion de comité de pilotage organisée au siège de l'organisation à Maurice.

S'appuyant sur le concept « *One health* » qui associe dans une même surveillance la santé animale et la santé humaine, il a rappelé qu'« *environ 60% des maladies infectieuses chez l'homme sont zoonotiques et 75% des infections humaines émergeantes sont d'origine animale* ».

Lors de la 2è phase du programme qui sera financée à hauteur de 6 millions d'euros, les principales actions viseront donc à renforcer le Réseau SEGA (Surveillance Epidémiologique et Gestion des Alertes) en privilégiant notamment le partage d'informations et le niveau de réponse

aux épidémies, selon le Dr Loic Flachet, directeur du projet "Veille sanitaire" de la COI.

Le volet formation, ciblant principalement les épidémiologistes de chaque pays membre de la Commission, sera aussi consolidé, a-t-il indiqué.

Pour sa part, le n°1 de l'organisation a rajouté que « *le Secrétariat général de la COI sera doté d'un département de santé publique constitué d'experts et de techniciens régionaux, qui pourra mobiliser des fonds pour appuyer les autorités sanitaires en dehors d'une démarche strictement projet* », à l'horizon 2017.

En attendant, le second forum de Veille sanitaire, prévu en 2015, sera co-organisé avec le Secrétariat de la communauté du Pacifique.

Pour l'Agence Française de développement (AFD), le principal partenaire financier de la COI dans le cadre de ce programme, « *les attentes sont importantes* ».Quoi qu'il en soit, *« je n'ai aucun doute sur la réussite de ce projet* » a déclaré Laurence Breton-Moyet, directrice de l'antenne à Maurice et aux Seychelles.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/422-Sante/609995-COI-2e-phase-du-projet-Veille-sanitaire

## Al-watwan du 06/02/2014

# Commission de l'Océan Indien : La deuxième phase articule santé humaine et santé animale

05 février 2014



A l'ouverture de la réunion, Laurence Breton-Moyet, directrice de l'Agence française de développement (Afd) pour Maurice et les Seychelles, le bailleur du projet, a confirmé son entière confiance en l'équipe de la Coi. «Les attentes sont certes importantes, mais je n'ai aucun doute sur la réussite de ce projet». Cette confiance est le résultat du travail accompli par l'équipe du docteur Loïc Flachet depuis 2008 dans le projet Rsie, notamment avec la mise en place d'un réseau régional performant de surveillance épidémiologique et la formation de plusieurs cohortes d'épidémiologistes issus des Etats membres.

La deuxième phase, financée à hauteur de 6 millions d'euros pour la période 2013-2017, explique le secrétaire général de la Coi, porte encore plus loin l'ambition des ministres de la Santé des pays de l'organisation. Jean Claude de l'Estrac rappelle que l'impact économique et social des maladies infectieuses dans nos îles est énorme: «le Chikungunya a coûté à lui seul près d'un point de croissance à La Réunion en 2005-2006». Le concept «One health», souligne le secrétaire général, est très explicite: «environ 60% des maladies infectieuses chez l'homme sont zoonotiques et 75% des infections humaines émergeantes sont d'origine animale».

Jean Claude de l'Estrac annonce aussi, pour 2017, que «le secrétariat général de la Coi sera doté d'un département de santé publique constitué d'experts et de techniciens régionaux, qui pourra mobiliser des fonds pour appuyer les autorités sanitaires en dehors d'une démarche strictement projet».

Le docteur Loïc Flachet a rappelé les principaux objectifs de la nouvelle phase. Il s'agit de poursuivre les actions de ces quatre dernières années et de renforcer les Réseau Sega (Surveillance épidémiologique et gestion des alertes) en poussant encore plus loin le partage d'informations et le niveau de réponse aux épidémies. Il annonce ainsi plusieurs projets pilotes, à Madagascar avec la Croix-rouge et illustre l'avancée du réseau par l'utilisation, par le docteur Bibi, aux Seychelles, d'un système «full web» où tous les centres du pays sont équipés et connectés entre eux pour saisir et partager les données de surveillance.

La formation, permanente, d'épidémiologistes est aussi au coeur du processus de veille et la cohorte de neuf nouveaux stagiaires, en formation pour deux ans, permettra de renforcer la structure existante.

Enfin, rappelle Fatoumia Ali Bazi, chargée de mission de la Coi, il est crucial de travailler sur la visibilité du projet, notamment en mettant en avant le concept «One health». Dans un deuxième temps, la question de la pérennisation du projet devra être abordée. Les résultats obtenus ces dernières années permettent, en effet, à la région d'être particulièrement efficace et de maintenir un niveau de santé publique performant. La recherche de fonds s'avère donc cruciale, après 2017, pour continuer de former des médecins et d'améliorer encore, grâce à l'implication directe des pays membres, la santé publique de toute l'Indianocéanie.

A l'issue des deux jours de réunions, le programme d'activités du projet «Veille sanitaire» pour la période 2014-2015 ainsi que le budget, 1,8 M d'euros, ont été validés par le comité de pilotage. Le secrétariat général proposera aux instances dirigeantes de la Coi, début avril, une décision visant à renouveler l'engagement des Etats membres vis à vis de la veille sanitaire.

D'autre part, les projets pilotes à Madagascar avec la Piroi (Croix-rouge française) et l'Organisation mondiale de la santé (Oms) ont également été validés par le comité de pilotage, de même que le principe de la co-organisation du second forum de «Veille sanitaire» avec le secrétariat de la communauté du Pacifique.

Enfin, le représentant général de l'Oie (Organisation mondiale pour la santé animale) confirme sa présence aux futures réunions du comité de pilotage.

Avec l'unité de communication de la Coi

# La recherche au programme pour M.Touraine

7/02/2014



**Marisol Touraine poursuit sa visite à La Réunion. La ministre des Affaires sociales et de la Santé présente ce vendredi la stratégie de lutte anti-vectorielle et pose la 1ère pierre du Pôle sanitaire Ouest.**

Deuxième jour de visite pour la ministre des Affaires sociales et de la Santé. Point d'orgue de son programme : la pose de la première du Pôle sanitaire Ouest (PSO) ce vendredi à Saint-Paul.
Le séjour de Marisol Touraine est déjà bien rempli et a commencé sur les chapeaux de roues. Jeudi, elle a été accueillie à l'aéroport Roland Garros par un comité de sages-femmes en grève. Les professionnels réclament le changement de leur statut. La ministre a indiqué que leurs revendications seraient entendues.
Marisol Touraine a ensuite participé à un débat sur la stratégie nationale de santé à Saint-Denis. Rencontre qui visait à mieux cerner les spécificités locales en matière de santé. Lors de ce débat, la ministre a par ailleurs annoncé le financement de la création d'un Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) au Tampon.
Ce vendredi, Marisol Touraine présente la stratégie régionale de lutte anti-vectorielle. Rendez-vous qui verra la signature, par le préfet, du plan Orsec Arborivose. La ministre assistera à une séance de prévention dans une classe de l'école Henri Duant à la Trinité, à Saint-Denis.
Marisol Touraine se rendra ensuite à Saint-Joseph pour la présentation du contrat local de santé. Son détour par le Sud de l'île sera également l'occasion d'une visite du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) et de son service de diabétologie, à Saint-Pierre.
La recherche sera par ailleurs au programme de la visite. Marisol Touraine assistera à une démonstration des nouvelles techniques de formation médicale en périnatalité par robots et par recours aux nouvelles technologies.

Dernier rendez-vous de cette visite ministérielle : la présentation du projet de Pôle sanitaire Ouest (PSO) à Saint-Paul. Marisol Touraine posera la première pierre du pôle, à Cambaie.
http://www.linfo.re/Ile-de-la-Reunion/Sante/610585-Prevention-et-recherche-au-programme-pour-M-Touraine

LINFO.RE

## La lutte contre le paludisme, une priorité à Madagascar

7/02/2014




**Madagascar est classée 2è en Afrique pour la lutte contre le paludisme. Elle a reçu lors du 22è sommet de l'UA le prix pour l'excellence de l'Alliance des leaders africains contre paludisme : l'Alma Awards 2014.**

Après le Cap-Vert, Madagascar est le deuxième pays africains à avoir affiché des résultats très probants en matière de lutte contre le paludisme, ce qui lui a valu le prix Awards 2014 de l'Alma (African Leader Malaria Alliance).

En chiffres, les mesures préventives initiées par la Grande île ont permis de faire reculer les risques de morbidité liés à la maladie de façon considérables. Désormais, le paludisme n'est plus parmi les 3 premières causes de consultation auprès des centres médicaux. Il est relégué à la 8è place, avec une baisse de 19% de la mortalité infantile.

Les actions du Programme national de lutte contre le Paludisme ou PNPL se sont focalisées notamment sur la distribution intensive de moustiquaires imprégnées d'insecticides (MID). De 2009 à 2013, le nombre des MID distribués est passé de 1 744 000 à 6 250 000.

C'est grâce à cette opération que l'incidence palustre a pu être diminué de moins de 20 pour 1 000 habitants en 2013 alors que 10 ans plus tôt, cela a encore été de 140/1 000.

Le PNPL a aussi renforcé les aspersions intra-domiciliaires (AID) durant l'année 2013 avec au total 3 500 649 foyers bénéficiaires contre seulement 409 155 entre 2005 et 2006.

Mais malgré ces avancées notoires dans la lutte antipaludéenne, atteindre le taux zéro en 2015 comme le souhaite le nouveau président du pays, Hery Rajaonarimampianina, reste encore un grand défi pour la Grande île. « *Rien que le changement climatique rend encore difficile la lutte contre la maladie. Le risque de changement du profil épidémiologique n'est pas non plus à écarter* », a expliqué sur Midi Madagascar le secrétaire général du ministère de la Santé.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/422-Sante/610525-La-lutte-contre-le-paludisme-une-priorite-a-Madagascar

## Economie

## FEOI : La 10e édition à Maurice cette année

fév 5th, 2014



Les représentants des Chambres de Commerce des Iles de l'Océan Indien affichent de la bonne volonté pour coopérer.

La coopération régionale est au beau fixe. La réunion du Comité Exécutif de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien qui a eu lieu, la semaine dernière à Antananarivo, était l'occasion pour les dirigeants des 6 chambres de commerce de la région Océan Indien de renforcer la coopération pour le développement régional. La coopération régionale a été d'ailleurs le centre des discussions lors du diner-débat organisé par l'association Carrefour des Entrepreneurs au Café de la Gare.

A cette occasion, les représentants des Chambres du Commerce des îles riveraines de l'Océan Indien ont tous confirmé la nécessité absolue de favoriser la croissance régionale notamment à travers la promotion de l'attractivité et de la compétitivité de la zone. *« Cela permettra l'émergence de partenariats économiques internationaux dans une optique de co-développement et de conquête des marchés extérieurs »,* a notamment déclaré Xavier Desplanques, Président de Carrefour des Entrepreneurs, lors d'une conférence de presse qui a vu la présence des représentants des Chambres de Commerce des îles de l'Océan Indien. Une occasion pour ces opérateurs économiques régionaux de reconnaître qu'après une décennie d'existence, l'UCCIOI est encore perfectible.

Et ce, notamment à travers le renforcement du secteur privé qui sera d'ailleurs au centre des débats de la 10$^{e}$ édition du Forum Economique des Iles de l'Océan Indien qui se déroulera, cette fois-ci à Maurice du 23 au 25 octobre 2014. Comme lors des précédentes éditions la FEIOI sera une plate-forme pour les échanges économiques entre les îles.

***R.Edmond***

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2014/02/05/feoi-la-10e-edition-maurice-cette-annee/

## Réchauffement climatique

Témoignages

### 2013 : une des 10 années les plus chaudes

6 février 2014 **Manuel Marchal**

Sur le plan des températures globales, 2013 est une des 10 années les plus chaudes jamais observée. Elle est précisément 6e ex-aequo avec 2007. Mais dans l'hémisphère Sud, en Australie, c'était la plus chaude de l'histoire. Et notre île a connu ses trois mois les plus secs depuis 50 ans.



L'an dernier, le Grand Etang était à sec à cause de la sécheresse. (photo Toniox)

L'année 2013 fait partie des 10 années les plus chaudes depuis le début des relevés de températures en 1850, selon l'Organisation météorologique mondiale.
Avec 2007, elle est la 6e année la plus chaude avec une température moyenne 0,5 degré au-dessus de la température moyenne de la période 1961-1990, et 0,03 degré au-dessus de la moyenne de la première décennie du 21e siècle.

En prenant uniquement en considération la température sur les continents, alors la moyenne globale est 0,88 degré plus élevée que la période 1961-1990, et 0,06 degré au-dessus de la moyenne de la première décennie du siècle.

## « Notre action, ou inaction, façonnera » l'avenir

13 des 14 années les plus chaudes ont été enregistrée durant le 21e siècle. Les plus chaudes étaient 2005 et 2010, avec une température moyenne 0,55 degré au-dessus de la moyenne observée sur le long terme. La 3e la plus chaude est 1998, mais elle avait connu un phénomène El Niño extrêmement puissant.

Selon Michel Jarraud, secrétaire général de l'OMM, 2013 conforte la tendance sur le long terme. « Etant donnée la concentration record de gaz à effet de serre dans notre atmosphère, la température globale continuera à augmenter pour les générations du futur ». « Notre action, ou inaction, pour réduire les émissions de CO2 et d'autres gaz qui retiennent la chaleur façonnera l'état de notre planète pour nos enfants, petits-enfants et arrières petits enfants ».

L'OMM précise que 90% du réchauffement provoqué par les activités humaines est encore absorbé par les océans.

L'OMM travaille actuellement sur son Rapport sur le climat en 2013 qui doit être publié le mois prochain. Il donnera des détails plus précis sur les températures dans les régions, les précipitations, les inondations, sécheresse, cyclones, état de la banquise et niveau de la mer.

L'OMM est en train de collecter les données de 191 pays.
A la différence de 2012 où les Etats-Unis ont connu des records de température, les chaleurs les plus extrêmes l'an dernier étaient en Australie. Dans ce pays, 2013 a été l'année la plus chaude jamais observée.

## Trois mois les plus secs depuis 50 ans

A La Réunion, l'année 2013 a été marquée par la sécheresse. En effet, les mois de mai, juin et juillet ont été les plus secs depuis plus de 50 ans. Cela a eu d'importantes conséquences sur les agriculteurs. Le début de l'année avait pourtant vu le passage de deux cyclones au large des côtes, cela n'a pas suffi.

Si cette tendance continue de s'accentuer, alors la crise va s'accélérer. Les manifestations des jeunes montrent qu'il est impossible d'organiser une rentrée au mois de janvier à cause de la chaleur.

L'adaptation au changement climatique ne concerne pas seulement la protection de la population par un aménagement du territoire adéquat, c'est aussi la remise en cause des modes de vie.

***M.M.***

http://www.temoignages.re/2013-une-des-10-annees-les-plus-chaudes,74253.html

# Energie renouvelable



## Energie renouvelable dans l'archipel

# Des villageoises formées en ingénierie solaire en Inde

*Faire de villageoises illettrées des ingénieurs en énergie solaire, voilà le pari fou que s'est fixé le Barefoot College indien depuis les années 1990. Grâce à cette initiative, quatre Comoriennes ont bénéficié d'une formation d'une durée de six mois en vue de leur donner les connaissances nécessaires à la fabrication, la pose et la maintenance de matériel solaire dans leurs villages.*



Etre une femme, habiter dans un village, avoir plus de quarante ans et être illettrée. Voilà les conditions requises pour intégrer l'incroyable *Barefoot College*, situé à Tilonia en Inde. Le concept de cet institut est à la fois innovant et efficace. Tenant compte du fait que les villages les plus pauvres du monde sont les plus affectés par les changements climatiques, l'institut se veut d'améliorer la situation en utilisant les ressources humaines au sein des communautés les plus touchées.

Pendant six mois, les personnes sélectionnées à travers le monde reçoivent une formation en ingénierie solaire, afin d'utiliser cette énergie renouvelable dans les villages.

### Un choix audacieux

L'énergie solaire a de nombreux bénéfices, surtout dans les zones rurales où elle réduit le coût de l'éclairage ou en apporte quand il est inexistant, génère des revenus, favorise les activités, limite la pollution et les risques d'incendies dus à l'éclairage à la bougie ou autres.

Ce choix de villageoises illettrées pour la formation en ingénierie solaire relève d'un constat que le fondateur du *Barefoot College*, Bunker Roy, a fait au fil des années, comme il l'a expliqué lors de la troisième Conférence sur les technologies appropriées: *«les grands-mères illettrées font preuve d'humilité, et il est facile de le leur enseigner. Elles sont acquises à leur village et n'ont aucun désir de partir. Mais donnez un bout de papier à un jeune, et il s'en ira en ville pour trouver un meilleur boulot»*.

Adame Hamadi, le coordonnateur national du Programme de microfinance (Pmf) aux Comores, qui encadre les femmes participantes, avoue avoir été étonné en premier lieu par les critères de sélection: *«on se demandait tous pourquoi, mais cela faisait partie de leurs critères et c'est eux même qui sont venus identifier les femmes. Ils ont dit ne pas vouloir de femmes instruites ou ayant moins de quarante ans. La raison est qu'ils pensent qu'à partir de quarante ou de cinquante ans, elles ne vont pas quitter le village et assureront la maintenance de l'ensemble des équipements solaires installés»*.

Le coordonnateur est impatient de voir ce que les quatre femmes qu'il a vu partir en Inde, six mois plus tôt, et les deux qui suivent actuellement la formation ont appris: *«elles pourront fabriquer les panneaux solaires, les installer, ainsi que les lampes solaires. Elles seront capables si un panneau solaire est en panne de l'ouvrir et de pouvoir le réparer»*.

Pour ajouter à la complexité de la tâche, aucune des femmes comoriennes qui a suivi la formation ne parlait anglais, langue dans laquelle était dispensée la formation. L'apprentissage était donc avec des gestes et des images, et la répétition de la fabrication du matériel solaire.

### Une méthode innovante

La formation garantit aux femmes la maîtrise de la manipulation des régulateurs de charge et des convertisseurs perfectionnés, l'installation des panneaux solaires et à les relier à des accumulateurs, la construction des lanternes solaires, la mise sur pied d'un atelier électronique local où elles pourront réaliser elles-mêmes toutes les réparations nécessaires sur le système électrique solaire, quelle que soit leur importance.

Salama Mchinda, originaire d'Idjikundzi dans la région de Dimani, revient sur cette expérience unique qu'elle a fort appréciée. *«Nous avons été très bien accueillies et bien traitées. Les six mois sont vites passés puisque nous avions beaucoup de choses à apprendre. Nous ne parlions pas la langue, mais les formateurs nous montraient chaque objet qui compose les panneaux solaires et comment les assembler pour que nous reproduisions les gestes»*, se rappelle-t-elle.

Enthousiaste à l'idée de mettre en oeuvre les compétences qu'elle a apprises, elle se sent prête à relever le défi qui l'attend: *«avec l'aide de Dieu, les choses que j'ai apprises nous serons très utiles. Et je pourrais en plus les transmettre à d'autres»*.

La première expérience pour les femmes formées a été l'électrification d'Itsamia à Mwali.

Pour la suite, le matériel nécessaire est attendu, et à l'arrivée des deux dernières participantes, des échanges auront lieu entre les six femmes pour la mutualisation des connaissances. *«Nous comptons financer deux à trois projets solaires, un par île. 150 ménages seront bénéficiaires pour Itsamia soit 45.000 dollars»*, annonce Adame Hamadi. *«Lors du prochain comité, nous allons financer Idjikundzi avec 50.000 dollars. Mais il y'aura une contribution communautaire car le village a approximativement plus de 300 ménages»*, précise-t-il.

**Sivouzi Youssoufa**

# Bande dessinée

• Junior N° 168 du vendredi 7 février 2014 • page 6

D'après une histoire de :



Zareen Hasan
de l'école Internationale Stone Town

Dessinateur :
Thierry Permal

Saison 5, épisode 1/3

## DILANS à Zanzibar (en Tanzanie) s'intéresse à la déforestation































### comprendre

**Pourquoi faut-il préserver les forêts ?**

Toutes les 3 minutes, sur notre planète, une surface de forêt grande comme 100 terrains de foot est détruite ! En général, c'est pour libérer de l'espace (pour créer des cultures ou installer du bétail) ou pour utiliser le bois (pour fabriquer du papier ou des meubles). Mais cette déforestation crée beaucoup de problèmes : des espèces animales et végétales disparaissent, des plages rétrécissent, les risques d'inondations augmentent, le climat se réchauffe… En fait, la forêt est un élément indispensable à la vie sur Terre. En plantant des arbres au lieu d'en couper, on améliore la vie des gens !

### le mot

**Déforestation :** la destruction de la forêt.

### le chiffre

Plus de 100 000 km² de forêts disparaissent chaque année dans le monde. C'est l'équivalent de 60 fois la taille de Maurice !

Extrait du « Grand voyage de DILANS », une BD sur le thème du développement durable écrite par des enfants de 6 îles de l'océan Indien. Reproduit avec l'aimable autorisation de la Commission de l'océan Indien (projet ISLANDS).

La suite jeudi prochain